



La révolution au Brésil commence à révéler ses vraies couleurs

Par [Pepe Escobar](#)

Mondialisation.ca, 29 mars 2016

[rt.com](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Alors que nous approchons [High Noon](#) dans le western politico-économique sauvage au Brésil, voici ce qui est en jeu à la suite de mon article précédent sur [Russia Today](#).

Durant les cinq derniers jours, le ciel nous est tombé sur la tête. Cela a [commencé](#) avec le juge Sergio Moro, [l'Elliott Ness](#) tropical depuis deux ans, 24/24 7/7, à la tête d'une enquête de corruption dénommée Car Wash, manipulant grossièrement l'écoute téléphonique - illégale - d'une conversation entre Lula et Dilma Rousseff, qu'il a dûment laissée fuiter aux médias de masse et l'utilisant immédiatement comme *preuve* que Lula pourrait revenir au pouvoir, en tant que chef d'état-major au gouvernement, parce qu'il aurait *peur* d'Elliott Ness.

Alors que le moment crucial de la guerre de l'information totale se jouait au Brésil - avec l'hégémonique empire médiatique *Globo* et les grands journaux salivant plus que jamais pour un coup d'État à blanc par un changement de régime - la fragile *preuve* turbocompressée a boosté la procédure de destitution de Rousseff à un niveau stratosphérique.



[Le « Premier ministre » Lula : l'atout brésilien](#)

La conversation

La politisation effroyable du pouvoir judiciaire brésilien est maintenant un fait accompli, avec un juge très motivé par l'opportunisme et / ou les intérêts et agendas politiques louches des multinationales. Cela implique une *normalisation* des procédures illégales telles que les écoutes téléphoniques des avocats de la défense et même de la Présidente (Edward Snowden, dans un léger aparté, a déclaré que Rousseff n'utilise toujours pas la cryptographie dans ses communications).

Les magistrats de la Cour suprême - au moins jusqu'à présent - n'ont pas sanctionné Elliott Ness pour son maraudage illégal dans les conversations téléphoniques de la présidente et pour la fuite, tout aussi illégale, de la conversation entre Lula et Rousseff (il n'y a aucun motif pour les impliquer dans quelque acte répréhensible, comme Elliott Ness l'a lui-même admis).

Le second de cordée dans le suspens est un magistrat de la Cour suprême, Gilmar Mendes – une marionnette notoire de l’opposition – utilisant les écoutes téléphoniques illégales pour suspendre le nouveau rôle de Lula ; ce qui a été *exigé* de lui par deux partis d’opposition. Le retour de Lula au gouvernement est un double anathème pour la foule de ceux qui veulent un coup d’État à blanc par un changement de régime ; d’abord l’articulation politique – qui peut finir en défaite de la procédure de destitution contre Rousseff ; et ensuite une aide fondamentale à l’administration Rousseff pour commencer au moins à maîtriser la crise économique.

Il est essentiel de noter que la décision unilatérale de Mendes a été prise à peine un jour et demi après qu’il eut un long déjeuner avec deux poids lourds de l’opposition, l’un d’entre eux étant le banquier chéri de Wall Street et ancien protégé de Soros, Arminio Fraga.

Mendes a non seulement poussé l’administration dans les cordes ; il est allé plus loin en remettant à nouveau à Elliott Ness la compétence pour enquêter sur Lula dans l’affaire Car Wash, et ce, après que Moro lui-même a déjà été forcé, par la loi, de transférer la compétence de juridiction à la Cour suprême, alors que Lula était sur le point d’obtenir un ministère.

[Trois millions de personnes dans la rue pour la plus grande manifestation de rue jamais vue au Brésil](#)

Mendes n’a pas compétence pour le faire – comme l’ont souligné d’autres juges de la Cour suprême ; il a usurpé celle-ci au magistrat rapporteur du dossier Car Wash auprès de la Cour suprême, Teori Zavascki. Alors maintenant, c’est à Zavascki qu’il revient d’*affirmer sa compétence* en la matière.

Essentiellement, la fuite de l’enregistrement téléphonique est truffée de graves illégalités, comme l’a noté un échantillon de juristes ; depuis la fuite qui a eu lieu après que Moro lui-même avait décidé que l’enregistrement devrait être ignoré, jusqu’au fait qu’une révélation de communication présidentielle ne pouvait être autorisée que par la Cour suprême. Ce qui nous amène à l’agenda politique caché derrière la fuite : exposer Lula à l’exécration publique et le mettre en conflit avec les politiciens et le pouvoir judiciaire.

Lula a présenté une demande d’*habeas corpus* devant la Cour suprême, signé par certains des meilleurs juristes du Brésil, alors que le gouvernement est sur le point de présenter son propre recours contre le blocage de la nomination de Lula. La balle est à la Cour suprême – et tous les paris sont ouverts.

Qu’est-ce que la *primauté du droit* ?

La Cour suprême du Brésil, en fait, a cessé d’agir comme un arbitre suprême, car certains de ses membres refusent d’admettre tous les signes actuels d’un État policier. Cela se produit alors qu’une ruée de procureurs et un troupeau d’enquêteurs de la Police fédérale brésilienne – l’équivalent du FBI – peuvent désormais être identifiés comme de simples pions dans l’enquête ultra-politisée Car Wash.

En un mot : la *Justice* au Brésil est maintenant totalement politisée. Et l’objectif de Car Wash se révèle maintenant clairement dans la criminalisation pure et simple d’absolument tout ce qui concerne les gouvernements de la coalition dirigée par le Parti des travailleurs depuis le début du premier mandat de Lula en 2003.

Car Wash n'a rien à voir avec l'éradication de la corruption dans la politique brésilienne ; si c'était vraiment ça la cible, les meilleurs politiciens de l'opposition feraient l'objet d'enquêtes, et nombre d'entre eux seraient déjà derrière les barreaux. En outre, le schéma de corruption effroyable dans le développement des lignes de métro de São Paulo n'aurait pas été traité seulement comme l'œuvre d'un cartel d'entreprises, sans politiciens impliqués ; le racket du métro de São Paulo suit la même logique que le schéma de corruption découvert – par la NSA – à l'intérieur de Petrobras.

L'État de droit au Brésil a été avili au niveau du Sultan Erdogan – mettant en vedette des chefs d'entreprise, avec les *mauvaises* connexions politiques, emprisonnés sans procès pendant des mois, qui se traduit par une manipulation aussi flagrante de l'opinion publique, la tactique préférée de [Mani Pulite](#) dont Moro et son équipe sont des fans.

La feuille de route est sombre. La Constitution brésilienne est en lambeaux, soumise à une logique de coup d'État à blanc qui doit être mise en œuvre par tous les moyens nécessaires. La politisation de la magistrature se déroule en parallèle de la *spectacularisation* par les grands médias de tout ce qui touche le processus, criminalisant la politique, mais seulement les politiciens choisis.

Les intérêts économiques, extrêmement concentrés au Brésil, sont prêts à soutenir tout accord qui signifierait la fin de la guerre politico-judiciaire, alors que l'économie du pays reste totalement paralysée – et polarisée. A l'intérieur du Congrès brésilien – immensément corrompu – une commission spéciale pour délibérer sur la destitution de Rousseff a été nommée, dont trente-six membres douteux du Parlement qui sont eux-mêmes confrontés à des problèmes judiciaires innombrables ; Kafka ou les dadaïstes n'auraient jamais imaginé quelque chose d'aussi absurde.

Ainsi, le plan de route dépend maintenant de la façon dont cette commission douteuse de mise en accusation progressera – ou pas. L'un des scénarios possibles est l'éviction de Rousseff dès la fin avril, même si elle n'a pas été officiellement accusée de tout acte répréhensible ; les suspects habituels de l'Empire du Chaos et les élites *compradores* locales contiennent à peine leur joie lorsqu'ils *informent Bloomberg* ou le *Wall Street Journal*. Mais alors il y a le facteur Lula.

Comme mon coup était doux

En supposant que Lula puisse être de retour en action dans les prochains jours, une vaste coalition politique – que l'opposition veut tuer par tous les moyens – aura besoin de 171 voix pour briser la mise en accusation à la Chambre basse ; alors seulement l'administration pourra désamorcer la crise politique pour faire face au sérieux de la crise économique.

Dans le scénario extrêmement fluide d'une série au suspense haletant, il n'y aurait que deux solutions négociées possibles : une sorte de succédané juridique de parlementarisme, avec Rousseff encore présidente, et Lula en tant que Premier ministre de facto ; et un succédané de parlementarisme tous azimuts, avec Lula en charge de toutes les articulations politiques du gouvernement.

Un pacte – forgé au cours de dîners *secrets* à Brasília – entre le PSDB (les anciens sociaux-démocrates mutés en néolibéraux forcenés) et le parti PMDB (l'autre rouage important au sein de la coalition au pouvoir du Parti des travailleurs) a été scellé pour tuer les deux options. Le PMDB, incidemment, est tristement célèbre pour – devinez-quoi ? – ses

politiciens corrompus, et non pas son aptitude au gouvernement.

Tous les yeux sont maintenant braqués sur la Cour suprême et le Congrès brésilien – vauté dans la corruption. Lula, dans l'œil de l'ouragan lui-même, est dans la position la plus enviable. Il aura besoin d'utiliser tout son capital politique et ses talents de négociateur, acquis durant des décennies, pour trouver un compromis politique de sortie.



[Lula et les BRICS dans une lutte à mort](#) © Paulo Whitaker

La rue brésilienne reste totalement radicalisée ; la logique (?) de la haine aveugle prévaut alors que pratiquement toutes les possibilités de médiation juridique ou politique, sans parler du simple bon sens civilisé, ont été gelés. La démocratie brésilienne – une des plus saines dans le monde – est maintenant étranglée par la logique étouffante de l'étreinte de python d'un État policier.

Ce qui nous amène au scénario sordide qui pourrait aussi bien se jouer avant l'été. Un Congrès lâche, très conservateur, [expulse](#) Rousseff du pouvoir ; le vice-président Temer du PMDB, entre en scène, le pays est *pacifié* et les investisseurs étrangers proverbiaux, Wall Street, les frères Koch aux États-Unis, saluent le coup d'État à blanc ; l'hystérie Car Wash disparaît lentement – comme par magie – car il est hors de question que les anciens mandarins de l'opposition puissent être inculpés ou aller en prison (ce qui est réservé au Parti des travailleurs).

Kafka et les dadaïstes à la rescousse, encore une fois ; c'est exactement le changement de régime *soft* qui a été conclu à Brasília par une méchante mafia : des politiciens (corrompus) sélectionnés, achetés et payés par les élites *compradores* brésiennes ; des hommes d'affaires sélectionnés ; une grande partie du pouvoir judiciaire coopté ; et les médias de masse (dirigés par quatre familles).

Appelez cela un coup d'État à blanc. Appelez-le changement de régime. Appelez-le révolution de couleur brésilienne. Sans l'Otan. Sans l'impérialisme *humanitaire*. Pas de sang versé ni de zillions de dollars US perdus, comme en Irak, en Libye ou en Syrie. Si *propre*. Si *légal*. Comment se fait-il que les théoriciens de l'Empire du Chaos n'y aient jamais pensé avant ?

L'impérialisme *humanitaire* est si vieux, Hillary ; au moins les Maîtres de l'Univers auront un nouveau modèle à appliquer partout dans le monde en développement. Chouette ! Les beaux jours – du changement de régime – sont revenus.

Et n'espérez pas lire tout ça dans les grands médias occidentaux.

Article original en anglais : [Brazil's revolution starting to reveal its true colors](#), RT, 21 mars 2016

Traduit et édité par jj, relu par nadine pour [le Saker Francophone](#)

Pour aller plus loin, Mondialisation.ca recommande :



["Révolution de couleur" à la brésilienne. Qui a peur de Dilma?](#), 19 mars 2016.

Pepe Escobar est l'auteur de [Globalistan: How the Globalized World is Dissolving into Liquid War](#) (Nimble Books, 2007), [Red Zone Blues: a snapshot of Baghdad during the surge](#) (Nimble Books, 2007), [Obama does Globalistan](#) (Nimble Books, 2009), [Empire of Chaos](#) (Nimble Books) et le petit dernier, [2030](#), traduit en français.

La source originale de cet article est [rt.com](#)

Copyright © [Pepe Escobar](#), [rt.com](#), 2016

Articles Par : [Pepe Escobar](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca